

Ententes commerciales du TPP et du TTIP : Obama en sera-t-il le père?

Volume 7, numéro 4, mai 2014

Résumé analytique

Les grandes négociations commerciales internationales du *Partenariat transpacifique* (TPP) et du *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* (TTIP) semblent faire du surplace depuis quelques semaines. Le voyage de Barack Obama en Asie, prévu depuis plusieurs mois, n'a pas été l'occasion d'annonces très concrètes et encourageantes sur l'évolution des négociations du TPP, particulièrement sur l'impasse qui dure avec le Japon. Sur l'autre rive de l'Amérique, l'Union européenne (UE) et les États-Unis tentent encore de s'entendre sur le processus de négociations et quelques écueils ralentissent l'évolution des discussions. Le fait que le président Obama ne dispose pas de la *Trade Promotion Authority* (TPA) conjugué avec le calendrier électoral du Congrès pose d'importants défis aux projets de nouvelles ententes commerciales internationales de l'administration américaine.

Une 7^e ronde de négociations s'est tenue à Genève dans le cadre du *Trade in Service Agreement* (TISA). Les États Parties au TISA ont discuté des services de livraison, des télécommunications et du commerce électronique.

Comme le printemps qui revient chaque année, le rapport annuel *Special 301* de l'USTR est publié au mois d'avril. Peu de changements cette année sur l'identité des mauvais élèves mondiaux de la protection de la propriété intellectuelle selon Washington et sur leurs comportements qui irritent les industries du divertissement et pharmaceutique.

Contenu

TPA, TPP, TTIP : l'œuf ou la poule ?.....	2
7 ^e ronde du TISA à Genève.....	5
Rapport <i>Special 301</i> 2014 de l'USTR : peu de nouveau	6
Études économiques et articles connexes ce mois-ci	7

TPA, TPP, TTIP : l'œuf ou la poule ?

Le voyage du président Obama au Japon s'est achevé sans qu'on ne signale de progrès significatif au chapitre des négociations du Partenariat transpacifique (TPP). Des spéculations faisaient état depuis quelques mois de la possibilité que ce voyage soit l'occasion pour les partenaires commerciaux d'annoncer la conclusion d'un accord. La déclaration finale de la rencontre entre les chefs d'État laisse croire que quelques progrès ont été accomplis, mais que la route vers un accord demeure sinueuse.

« Aujourd'hui, nous avons identifié une voie pour régler plusieurs problèmes bilatéraux importants au cœur des négociations. Il s'agit d'un moment important dans ces négociations, un moment qui injectera un nouvel élan dans les discussions plus larges du TPP [...] Malgré cette percée importante, il reste beaucoup de travail à accomplir pour en venir à conclure le TPP. »

— Déclaration commune États-Unis-Japon, 25 avril 2014

exportés sur les marchés asiatiques. Également, les Américains souhaitent que le Japon accepte les normes américaines de sécurité des véhicules et leurs normes environnementales.

Les progrès semblent avoir été accomplis sur la question épineuse de l'accès aux marchés dans les secteurs de l'automobile et de l'agriculture. Pour ce qui est de l'agriculture, six produits font l'objet de discussions délicates : le bœuf, le porc, les produits laitiers, le blé, le sucre et le riz. Pour chacun de ces produits existe une offre de produits américains prêts à être

Dans le contexte global du TPP, les négociations sont en attente d'une solution aux différends nippo-américains sur la question de l'accès aux marchés. Les négociateurs américains croient que la percée réalisée durant la visite de Obama est critique dans le sens qu'elle créera un élan dans les autres négociations bilatérales sur l'accès aux marchés.

La perspective américaine présente la négociation du TPP sur deux grands axes : l'établissement d'une série de règles communes entre les parties et l'accès aux marchés. Les règles communes touchent des questions comme la protection de la propriété intellectuelle ou l'encadrement des entreprises d'État. Pour que les autres pays acceptent de se soumettre à ces règles communes, ils doivent en tirer un bénéfice et c'est là qu'interviennent les négociations sur l'accès aux marchés. Pour conclure les négociations sur les règles, déjà très avancées, une percée est nécessaire sur la question de l'accès aux marchés. Le peu de détails sur les dernières discussions fait cependant en sorte qu'il est difficile de juger si elles sont à même de dénouer l'impasse.

Les négociateurs en chef des Parties se rencontreront à nouveau du 12 au 15 mai prochain au Vietnam, juste avant la rencontre de la *Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique* (APEC), qui procurera également une opportunité pour les ministres des pays présents de poursuivre les discussions sur le TPP.

Du côté du *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* (TTIP), les États-Unis et l'UE ont de la difficulté à s'entendre sur le processus de négociations qui mènerait à une entente sur l'accès aux marchés. Les Européens souhaitent que l'ensemble des secteurs touchés par la négociation, biens, services, marchés publics et investissements, soit considéré comme un tout, favorisant ainsi des compromis entre les différents secteurs. Pour leur part, les Américains semblent préférer des négociations distinctes, secteur par secteur.

« La position des Européens est que la négociation sur l'accès aux marchés doit être vue dans son ensemble. Nous allons, au moins en termes politiques, donner beaucoup plus que nous recevrons dans le secteur agricole... et pour les marchés publics, nous espérons obtenir plus que ce que nous donnerons, car notre marché est aujourd'hui plus ouvert. Au moins, c'est ce que nous ferons valoir. »

— Hiddo Houben, chef de la section du Commerce et Agriculture de la délégation de l'UE à Washington.

Les discussions tournent donc encore autour du processus de négociation et les points de discordance sur celui-ci demeurent nombreux. Ils montrent une faille dans la possibilité d'atteindre l'objectif convenu en mars par les deux Parties, soit le dépôt des offres dans tous les secteurs à la fin de l'été 2014. La dynamique que actuelle laisse croire qu'il sera difficile d'atteindre cet objectif.

L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen, deuxième force politique de cette institution, a rendu publiques ce mois-ci les conditions qu'elle estime nécessaires à rencontrer pour appuyer le TTIP. L'Alliance défend les normes européennes existantes, particulièrement l'embargo sur le bœuf élevé à l'aide d'hormones de croissance artificielles, la viande de volaille rincée au chlore et la viande provenant d'animaux clonés. Le groupe parlementaire se prononce également contre l'instauration d'un mécanisme de règlement des différends entre les entreprises et les États et contre l'inclusion dans l'accord de dispositions concernant la protection des données.

Le président du sous-comité du Commerce du Comité des voies et moyens (*Ways and Means*) de la Chambre du Congrès américain, Devin Nunes, a déclaré la semaine dernière qu'il croyait possible que le *Trade Promotion Authority* (TPA) ne soit pas adopté avant l'élection d'un nouveau président si la Chambre ne l'adoptait pas avant l'hiver 2014. Selon lui, cette situation provoquerait la remise de l'adoption du TPP à 2017.

Le TPA est une procédure législative du Congrès américain adoptée une première fois en 1974 qui définit les objectifs et les priorités des États-Unis dans ses négociations commerciales internationales et établit les obligations de consultation et d'avis qui doivent être suivies par le président dans le processus de négociation. À la fin du processus de négociation et de consultation,

« Si nous passons cette année, nous nous retrouverons alors dans le temps fou des primaires présidentielles, toutes les positions seront possibles sur cette question et je crois qu'il sera très difficile de faire adopter le TPA... ce que nous avons à faire pour obtenir un accord sur le TPP [...] Ultimement, nous aurons un accord du TPP, la question est de savoir s'il sera sous l'administration Obama ou sous celle de son successeur. »

— Devin Nunes, Center for Strategic and International Studies (CSIS), 30 avril 2014.

le Congrès approuve ou non l'accord, sans amendement. On le qualifie de « fast-track » dans la mesure où il permet au président de négocier des accords commerciaux avec moins d'interférences de la part du Congrès, en accord avec le pouvoir de négocier avec les gouvernements étrangers qui lui est accordé par la Constitution américaine. La possibilité pour le Congrès d'apporter des amendements aux accords causerait une reprise des négociations alors qu'elles sont conclues, ce qui fragiliserait la position des négociateurs américains tout au long du processus de négociation. Le Congrès peut toujours rejeter les accords, mais leur adoption ne peut être paralysée par quelques élus s'y opposant. (Voir la *Chronique commerciale américaine* de février 2014)

« Il existe un lien entre le TPP, le TTIP et le TPA. Le TPA, nécessaire pour obtenir l'adoption d'un accord par le Congrès, est difficile à obtenir sans que le Congrès ne connaisse l'essence de l'accord. Mais il est difficile de conclure un accord avec nos partenaires commerciaux sans avoir le TPA. »

— John Podesta, conseiller spécial à la Maison-Blanche

John Podesta, conseiller spécial à la Maison-Blanche, abonde lui aussi dans le sens que l'absence d'un outil tel le TPA rend plus difficile la conclusion des accords commerciaux internationaux.

La secrétaire au Commerce, Penny Pritzker, croit que l'administration Obama a fait des progrès en donnant aux élus du Congrès les grandes lignes des éléments négociés au TPP. Les démocrates au comité des Finances du Sénat ont soumis des propositions

au président du Comité, Ron Wyden (D-OR) en vue de modifier le projet de loi présenté cet hiver pour faciliter son adoption. Des observateurs croient qu'il sera difficile de voir adopté le projet de loi avant les élections de novembre prochain vu la division qu'il suscite chez les démocrates. Son adoption pourrait avoir des impacts électoraux dommageables pour certains élus démocrates. Pour Barack Obama, l'espace entre les élections de novembre et le début de la course à la présidence devient bien restreint. S'il veut faire sa marque sur le plan de la libéralisation des échanges commerciaux, il se peut bien qu'il doive alors brusquer certains de ses alliés politiques.

Sources

Aritake, Toshio. *Remaining U.S.-Japan Issues Could Stymie TPP Negotiations For All 12 Countries*. International Trade Reporter, Bloomberg, 25 avril 2014.

Inside US Trade. *Obama Visit To Japan Ends Without Specific Announcement On TPP*. 25 avril 2014.

Inside US Trade. *Structure Of Market Access Talks Is Latest Sore Spot In TTIP Negotiations*. 25 avril 2014.

Inside US Trade. *EU Parliament's S&D Party Lays Out Conditions For Support Of TTIP Deal*. 25 avril 2014.

Inside US Trade. *Nunes Signals TPA Renewal, TPP Conclusion Might Not Happen Under Obama*. 2 mai 2014.

Inside US Trade. *White House Adviser Says TPP, Other Deals Hard To Conclude Without TPA*. 2 mai 2014.

The White House, Office of the Press Secretary. *U.S.-Japan Joint Statement : The United States and Japan: Shaping the Future of the Asia-Pacific and Beyond*. 25 avril 2014. En ligne : http://insidetrade.com/public_docs/jointstatement.pdf

The White House, Office of the Press Secretary. *Background Press Briefing by Senior Administration Official on Trade Talks with Japan*. 25 avril 2014. En ligne : http://insidetrade.com/public_docs/wto2014_1191a.pdf

7^e ronde du TISA à Genève

Les négociateurs du *Trade in Service Agreement* tiennent la 7^e ronde de négociations cette semaine à Genève. Ce projet d'accord international entre un groupe de 23 pays membres de l'OMC vise une libéralisation des échanges dans le secteur des services plus rapide que celle prévue au GATS. Cette initiative, amorcée en 2012, vise à contourner l'impasse des négociations à l'OMC pour les faire progresser dans un autre forum multilatéral. Les Parties souhaitent s'assurer que l'éventuel accord soit construit de telle manière qu'il soit facile de l'intégrer un jour au GATS. Les discussions touchent les secteurs suivants : services financiers, télécommunications et commerce électronique, services professionnels, transport maritime et mouvement des personnes.

Les États-Unis ont présenté un texte sur une manière de libéraliser le commerce en matière de services de livraison, de télécommunication et de commerce électronique. La proposition sur les services de livraison sera examinée scrupuleusement, car il apparaît que les États-Unis pourraient avoir comme objectif de simplement favoriser les intérêts de Fedex et United Parcel Service. Sur la question du commerce électronique, les États-Unis proposent une nouvelle obligation pour les États qui acceptent de libéraliser un secteur des services, celle d'assurer le libre trafic des données du secteur en question à travers les frontières. Cette obligation serait un corollaire aux engagements à l'accès au marché dans le secteur en question.

En matière de télécommunications, les États tentent de définir le traitement des services tels que l'infonuagique, offerts par des entreprises privées à l'aide de réseaux publics. Ces compagnies feraient face aux efforts de certains gouvernements qui tentent de les réglementer sur la base que leurs activités sont définies comme étant des services de télécommunications à valeur ajoutée. L'infonuagique représente en effet un défi dans la définition des services offerts et des engagements qui en découlent en vertu des ententes commerciales internationales. La distinction entre les télécommunications, les services d'ordinateurs et l'audiovisuel devient de moins en moins claire et le choix du régime qui s'applique pour les services d'infonuagique aura un impact sur leur traitement dans le cadre des ententes commerciales internationales.

Cette rencontre est la première depuis que l'UE s'est engagée à défendre l'admission de la Chine à la table de négociations, isolant ainsi davantage les États-Unis dans leur hésitation à satisfaire la demande chinoise.

Les participants actuels aux négociations sont l'Australie, le Canada, le Chili, Taipei, la Colombie, le Costa Rica, l'Union européenne, Hong Kong, l'Islande, Israël, le Japon, la Corée du Sud, le Liechtenstein, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pakistan, Panama, le Paraguay, le Pérou, la Suisse, la Turquie et les États-Unis. Les 23 pays Parties aux négociations représentent 70 % du commerce mondial des services. La Chine et l'Uruguay ont récemment fait connaître leur intention de participer aux pourparlers. D'autres membres de l'OMC pourraient s'y joindre au fil des rencontres.

Sources

Australian Government. 2014. *Trade in Service Agreement*. En ligne :

<https://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/services/trade-in-services-agreement.html>

Berry, Renee et Matthew Reisman. 2012. *Policy Challenges of Cross-Border Computing*. Journal of International Commerce & Economics, Vol. 4., Number 2, United States International Trade Commission, pp. 1-38. En ligne :

http://usitc.gov/journals/JournalVol_IV_2.pdf#page=4

EIN News. *EU back Uruguay joining talks on trade in services agreement (TISA)*. 2 mai 2014. En ligne :

http://www.einnews.com/pr_news/202912151/eu-backs-uruguay-joining-talks-on-trade-in-services-agreement-tisa

Inside US Trade. *TISA Talks To Throw Spotlight On U.S. Delivery, E-Commerce Proposals*. 25 avril 2014

Rapport *Special 301* 2014 de l'USTR : peu de nouveau

Le rapport du *Bureau du Représentant américain pour le commerce* (USTR) déposé le 30 avril dernier propose peu de changements par rapport à l'an dernier. L'USTR a analysé les pratiques commerciales en matière de protection de la propriété intellectuelle (PI) de 82 partenaires commerciaux et en a placé 37 sur la « Priority Watch List » ou sur la « Watch List ». La « Priority Watch List » demeure inchangée incluant les mêmes dix pays que l'an dernier (Algérie, Argentine, Chili, Chine, Inde, Indonésie, Pakistan, Russie, Thaïlande, et Venezuela) et la « Watch List » voit disparaître l'Italie, les Philippines et Israël grâce à des améliorations de leurs pratiques de protection de la propriété intellectuelle. Demeurent sur la « Watch List » : Barbade, Belarus, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Colombie, Costa Rica, République Dominicaine, Équateur, Égypte, Finlande, Grèce, Guatemala, Jamaïque, Koweït, Liban, Mexique, Paraguay, Pérou, Roumanie, Tadjikistan, Trinidad et Tobago, Turquie, Turkménistan, Ouzbékistan et Vietnam.

L'accent est placé cette année sur l'Inde, qui est critiquée par l'USTR pour ses politiques de protection de la PI, particulièrement dans le secteur pharmaceutique. Le rapport fait écho aux plaintes des entreprises américaines relatives aux normes indiennes de brevet et aux politiques de licences obligatoires. Par exemple, une disposition de la loi indienne sur les brevets prévoit que la seule découverte d'une nouvelle forme de substance qui ne résulte pas en l'amélioration de l'efficacité n'est pas considérée comme une invention aux termes de la loi. Cette disposition a été utilisée à l'encontre d'un médicament contre le cancer vendu par Novartis.

La *section 301* du *Trade Act* est un outil important que donne le gouvernement américain à l'USTR pour menacer les États de représailles économiques si les règles du jeu américaines de protection de la PI ne sont pas respectées. Elle permet aux associations de compagnies et

« Personne ne prend maintenant ces menaces au sérieux. L'USTR, s'il subit suffisamment de pression de l'industrie, place un pays sur cette liste parce qu'il n'y a que très peu de conséquences. Ça devient comme crier au loup. »

— David Gold, professeur de droit à McGill

aux compagnies elles-mêmes de présenter une requête pour que l'USTR amorce une enquête sur un pays étranger. L'outil est raffiné en 1988 alors que le *Special 301* donne à l'USTR l'obligation d'identifier les États qui ne protègent pas adéquatement les droits de PI américains, d'établir une liste d'États prioritaires sur lesquels il faudra enquêter et lui octroie le pouvoir direct d'exercer des représailles à l'encontre des pays jugés fautifs. L'USTR doit en moins de trente jours amorcer une enquête sur un pays identifié comme étant prioritaire. S'il y a des mesures à prendre, elles doivent être déterminées dans les six mois suivant le début de l'enquête.

Un fait à noter cette année est l'initiative de 32 membres du Congrès américain pour tenter de faire passer le Canada sur la « Priority Watch List » en raison de normes de brevets pharmaceutiques préjudiciables aux entreprises américaines. Richard Gold, professeur de droit à l'Université McGill explique que le fait d'être placé sur les listes de surveillance de l'USTR a très peu d'impact sur le pays identifié.

Sources

Un lien vers le Rapport spécial 301 2014 :

<http://www.ustr.gov/sites/default/files/USTR%202014%20Special%20301%20Report%20to%20Congress%20FINAL.pdf>

Inside US Trade. *Special 301 Report Does Not Name India PFC; Watch Lists Largely Unchanged*. 2 mai 2014.

Inside US Trade. *19 Ways And Means Members Back 'Priority Watch List' Status For Canada*. 25 avril 2014

USTR. 2014. *USTR Releases Annual Special 301 Report on Intellectual Property Rights*. En ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2014/April/USTR-Releases-Annual-Special-301-Report-on-Intellectual-Property-Rights>

Études économiques et articles connexes ce mois-ci

Bridges Network. *In Asia Trip, Obama Makes Push for Trans-Pacific Trade Pact*. *Bridges Weekly*. Vol. 18 : 15, 1er mai 2014. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/issue-archive/in-asia-trip-obama-makes-push-for-trans-pacific-trade-pact>

Bridges Network. *TISA Talks Making Strong Progress, Officials Say*. Vol. 18 : 15, 1er mai 2014. En ligne : <http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/tisa-talks-making-strong-progress-officials-say>

Cooper, William H., Ian F. Fergusson et Richard S. Beth. *Trade Promotion Authority (TPA): Frequently Asked Questions*. Congressional Research Service, 21 avril 2014. En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/225624.pdf>

Donnan, Shawn. *WTO raises global trade forecasts*. Financial Times, 30 avril 2014. En ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/fc0f3fbc-c3cf-11e3-a8e0-00144feabdc0.html#axzz30rrHt5v7>

Meltzer, Joshua. TPP : *What's at stake with the trade deal?* BBC News, 22 avril 2014. En ligne : <http://www.bbc.co.uk/news/business-27107349>

Obama, Barack et Shinzo Abe. *Remarks by President Obama and Japanese President Abe.* Council on Foreign Relations, 15 avril 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/grand-strategy/remarks-president-obama-japanese-president-abe/p32869>

Politi, James. *Emma Marcegaglia warns EU-US trade deal in danger of stalling.* Financial Times, 30 avril 2014. En ligne : <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/20e830f0-d03e-11e3-af2b-00144feabdc0.html?siteedition=intl#axzz30rrHt5v7>

Schäuble, Wolfgang. *Globalizing World Requires Transatlantic Partnership and Leadership : A Conversation With German Finance Minister Wolfgang Schäuble.* Council on Foreign Relations, 11 avril 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/eu/globalizing-world-requires-transatlantic-partnership-leadership/p32779>

Villarreal, M. Angeles et Ian F. Fergusson. *NAFTA at 20: Overview and Trade Effects.* Congressional Research Service, 11 avril 2014. En ligne : <http://fpc.state.gov/documents/organization/225108.pdf>

Walker, Dinah. *Quarterly Update: Foreign Ownership of U.S. Assets.* Council on Foreign Relations, 28 avril 2014. En ligne : <http://www.cfr.org/united-states/quarterly-update-foreign-ownership-us-assets/p25685>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

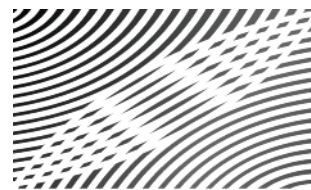
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



CEIM